



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

02/09/2019

Rapport au Bureau National du 2 octobre 2019.

Chers camarades,

Nous allons au cours de notre réunion, débattre de nos objectifs de déploiement et de renforcement de notre parti. Nous nous sommes donné des objectifs importants, le Bureau National doit jouer son rôle d'aide et d'impulsion dans la réalisation de ces initiatives, nous allons en discuter. Le renforcement, le déploiement de nos forces est un enjeu important dans la situation actuelle car nous voyons bien que la lutte des classes s'aiguise, s'accroît au rythme des coups qui sont portés à la classe ouvrière et au peuple.

Il y a des résistances, les luttes le démontrent, nous y participons pleinement, mais le capital même s'il est en difficulté, poursuit la déstructuration de la société française, la façon pour la soumettre totalement à ses objectifs.

Nous venons de vivre un mois de septembre traversé par des initiatives d'actions diverses, des luttes qui s'enracinent et qui durent, qui vont se poursuivre et l'idée de les faire converger, de les unifier commence lentement à faire son chemin.

Mais on voit bien que les travailleurs ont besoin d'une analyse plus profonde de la situation : qui est responsable ? D'où ça vient ? Comment en sortir ?

Cette analyse politique est quasiment absente des débats car les forces politiques et sociales ne la portent pas. Il y a que notre parti pour apporter un éclairage sur la responsabilité exclusive du capital et l'issue qui consiste à lutter jusqu'à le supprimer.

Le chemin est encore long, nous le savons car il faut convaincre et faire face à l'appareil politique du capital, la propagande politique qu'il dirige, les gouvernements, les partis politiques à sa botte ou qui veulent faire croire qu'il est possible de changer sa nature, ce qui est un leurre pour tromper le peuple, les forces sociales qui ont fait le choix du dialogue en devenant des « partenaires » assidus et des acteurs des réformes capitalistes.

Des voix commencent à se faire entendre sur cette stratégie notamment à la CGT avec ses syndicats à l'initiative de multiples luttes. Des questions concernant la convergence des luttes commencent à être posées pour faire face à l'attaque globale contre l'ensemble des acquis des travailleurs.

Ce travail d'explication, d'éclairage politique, il n'y a que nous qui pouvons le faire dans cette période (comme dans toutes les autres) ou mener la lutte des classes est le passage obligé pour gagner contre le capital.

Le pouvoir en est conscient, faire converger les luttes sociales, développer l'idée qu'une société débarrassée du capital gérée par le peuple est possible et constitue sa plus grande crainte.

Ce n'est pas un hasard si le Parlement européen vient de franchir une nouvelle étape à l'interdiction des partis révolutionnaires en Europe, en adoptant une résolution votée à l'unisson par les forces de droite, d'extrême droite, du Parti Socialiste, des Verts (voir article sur notre site). En trahissant, ce qui n'est pas nouveau, la réalité historique des guerres impérialistes, en mettant sur le même plan nazisme et socialisme, le capital et ses sbires veulent étouffer toute tentative révolutionnaire.

Le faible poids des partis révolutionnaires en Europe, les rapports de force actuels permettent au capital et à ses serviteurs de fouler au pied la réalité historique et d'avancer dans la répression des forces révolutionnaires pour les empêcher de se développer.

C'est cela la lutte des classes, le capital a toujours choisi entre les intérêts du peuple et les siens, il a toujours choisi la manière la plus forte pour les imposer.

L'existence de partis d'extrême droite partout en Europe est le résultat de la politique des multinationales qui imposent l'austérité partout, éliminant un à un les acquis sociaux gagnés par les luttes. Multinationales qui se mènent une concurrence effrénée, les impérialismes s'affrontent avec les conséquences que l'on connaît sur toute la planète.

La lutte des classes est internationale, la mener en France, c'est gagner, faire progresser l'idée qu'une libération socialiste est possible.

Les pouvoirs capitalistes en ont tellement peur qu'ils sont obligés de trahir honteusement l'histoire pour se donner des outils répressifs contre le mouvement révolutionnaire. La seule réponse à apporter à cette sale besogne est de renforcer ce mouvement révolutionnaire car le capitalisme va pas s'arrêter tout seul ou, pris de remords, stopper sa politique, il n'est pas en place pour cela.

Que ce soit en Europe, en France et dans le monde, la recherche de profits nouveaux se poursuit et prend une ampleur sans égal.

Le capital impose sa politique sur toute la planète ce qui accentue la concurrence entre multinationales, nous en connaissons les conséquences, conflits armés, guerres multiples, déplacements de population, pauvreté et misère.

Tous les états capitalistes, en même temps qu'ils détruisent les acquis sociaux, augmentent leurs budgets de défense pour imposer les directives des multinationales.

Cette caractéristique est la même en France :

Le budget 2020 a été présenté au conseil des ministres la semaine dernière.

Sans surprise, les « grandes lignes » du budget proposé sont une attaque d'envergure sur tout le secteur social :

- **Retraite** : le gouvernement veut donner une apparence « démocratique » en instaurant un deuxième grand « bla-bla » sur la question, en sachant que le cadre fixé est la disparition de la retraite solidaire inter-génération, remplacée par une retraite par points, l'allongement de la durée du travail, la baisse du taux des retraites, le financement privé excluant la participation des entreprises.

Autrement dit : « venez discuter à condition d'être d'accord avec moi ».

C'est le chemin tout tracé qui mène à la privatisation des retraites, d'ailleurs « l'exécutif » comme la propagande le nomme (c'est-à-dire, le pouvoir) compte relancer le « plan d'épargne retraite » au travers d'assurances privées établissant une retraite à multiples niveaux selon les moyens de chacun.

Le journal « les Échos » cette semaine titre: « Retraite : l'an un de la capitalisation » et plus loin : « Et si la retraite car capitalisation décollait enfin ? ». L'impatience du journal est satisfaite, démontrant sa haine, ce qui n'est pas nouveau, contre les acquis sociaux obtenus par les luttes.

- **Santé** : le pouvoir prépare l'opinion en déclarant que la Sécurité Sociale subit un déficit de 5,1 milliards, et propose 4,2 milliards « d'économies » sur l'assurance-maladie en diminuant les prises en charge hospitalières. 830 millions « d'économies » sont exigées pour les hôpitaux et les EHPAD, 120 millions sur les transports sanitaires, 145 millions sur les indemnités journalières.

On voit bien l'utilité de la lutte que mènent les personnels de santé on voit aussi l'indispensable convergence nécessaire à lutte réunissant les usagers et plus largement encore le peuple car il s'agit de la santé de toute la population.

- **Logement** : en fusionnant les organismes d'habitation de loyer modéré (HLM), en vendant les HLM (40 000 par an contre 8000 auparavant), en annonçant de nouvelles « économies » sur les APL (aide sociale sur les loyers), et donc des hausses de loyers futures, en baissant le budget du ministère du logement, on assiste à la privatisation totale du logement social en France.

La « crise » du logement que chacun dénonce en pleurnichant sur le sort des sans-abri et les millions de locataires qui vivent dans des logements insalubres, est organisée, programmée pour satisfaire les appétits des grands groupes à la tête d'organismes logeurs qui en tirent profit.

- **Unedic** : les salariés privés d'emploi vont payer une situation dont ils ne sont pas responsables. Les « économies » réalisées sur les allocations chômage vont impacter 1 million de chômeurs supplémentaires, les patrons, principaux responsables du chômage sont exonérés de toute responsabilité.

Comme on le voit, le budget national est destiné principalement à la casse sociale. Parallèlement, il y a des ministères qui voient leurs budgets augmenter : la défense dont l'objectif est de porter le budget à 2 % du produit intérieur brut. La justice et la police, autrement dit tout l'appareil répressif. La messe capitaliste est dite, elle est cohérente, globale.

Face à cette attaque, engager nos forces, faire de la politique, voilà le terrain à investir car il y a de la place. C'est à cela qu'il faut s'attaquer sans perdre de temps, unifier les luttes

Le capital cherche à développer le profit partout dans tous les secteurs, on a vu comment il veut s'accaparer les dépenses sociales, toute l'industrie est également soumise à la même loi depuis longtemps, les restructurations industrielles s'accroissent fortement.

Le transport aérien avec Airbus, Aigle Azur, XL Airways, ce sont des milliers d'emplois supprimés. Thomas Cook, l'organisateur de voyages, se déclare en faillite. On peut voir dans ces cas précis l'attention toute particulière que ces entreprises portent à leurs clients en les laissant seuls se débrouiller sans ménagement ni dédommagement.

La reconnaissance légendaire des multinationales...

Les restructurations se poursuivent également dans le secteur bancaire dont on a peine à mesurer l'impact qu'elles auront sur les suppressions d'emplois et les coûts supplémentaires que devront supporter les usagers de la banque.

L'industrie automobile annonce elle aussi une « vaste réorganisation » pour faire face dit-elle à la transition écologique du thermique à l'électrique.

Nous savons par avance et sans se fatiguer le cerveau de quelle manière et quelles conséquences va avoir cette réorganisation.

On pourrait également parler de l'industrie pharmaceutique dont la recherche du profit maximum aboutit à la pénurie de médicaments. De la chimie avec de nouvelles menaces sur l'emploi et dont on voit les dégâts qu'occasionnent la rentabilité à tout prix avec l'incendie de l'entreprise Lubrizole à Rouen. Les syndicats du site et notamment la CGT avaient depuis très longtemps protesté contre la dangerosité du site, le manque de sécurité.

De nouvelles annonces sur la restructuration chez Michelin sont également prévues. Des milliers d'emplois supprimés dans la grande distribution...

Nous pouvons poursuivre la liste des secteurs de l'industrie touchés par cette course sans fin au profit.

Pour l'arrêter, sortir de cette logique, il faut lutter jusqu'à débarrasser l'industrie de toute maîtrise capitaliste, lui donner comme seul et unique but de répondre aux besoins énormes d'équipements, infrastructures, de recherche et de développement techniques et technologiques dans tous les domaines, et la mettre au service de la population. Cela demande un développement considérable, les moyens existent pour y parvenir :

- **Les richesses créées par le travail (produit intérieur brut) atteignent 2400 milliards.** Elles sont toutes au service du capital
- **270 milliards** de cadeaux sont octroyés au capital sous forme d'exonérations diverses fiscales et sociales. Le budget 2020 prévoit de nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises.
- Selon « L'Observatoire des multinationales », les profits 2018 ont atteint **88 milliards**. **63,4 milliards** de dividendes ont été distribués aux actionnaires soit trois quarts des profits.
- La rémunération moyenne d'un patron du CAC 40 a augmenté de 10 % en 2018 et atteints **5,63** millions d'euros.

Un salarié d'une entreprise du CAC 40 doit travailler **115** jours pour payer un seul jour de salaire de son patron.

- **2400** entreprises du CAC 40 sont dans les paradis fiscaux.

Ce ne sont donc pas les moyens qui manquent, ce qui manque c'est un rapport de force conséquent et suffisamment puissant pour que ces moyens soient gérés par le peuple et mis à disposition de la satisfaction des besoins sociaux.

Il n'y a que la force de la lutte contre le capital pour y parvenir.

Tous les partis politiques aujourd'hui sont loin de porter cette analyse de la société. Ils sont tous préoccupés par les prochaines échéances électorales et sont très loin de proposer une perspective politique contre le capital.

La dernière initiative de l'extrême droite française a eu lieu le week-end dernier et on a vu et entendu comment l'extrême droite prépare la relève pour poursuivre la politique du capital. Le fasciste Éric Zemmour, chroniqueur au Figaro a craché toute sa haine envers les peuples du monde. Ce personnage est invité sur toutes les chaînes de télévision et de radio à son service, la complaisance ne fait aucun doute.

Il est évident que le positionnement des partis politiques ne répond pas aux revendications sociales. Cela provoque mécontentement, mais aussi désarroi dû au manque de perspective politique.

Nous existons pour apporter une réponse révolutionnaire à toutes les questions que se posent les travailleurs et le peuple. C'est pourquoi notre développement est indispensable pour aider à comprendre, à lutter, à s'engager, à renforcer notre parti.

Nous mettons souvent le doigt sur les difficultés que cela comporte ce qui masque les progrès que nous faisons dans la diffusion de nos idées et l'impact important auprès des travailleurs.

Aborder dans le débat, les questions de notre déploiement, c'est essentiel au regard des enjeux qui touchent toute la société.

Répétons-le, le choix est clair : soit on accepte la société telle qu'elle est, soit on la combat sans compromis ni compromission. C'est la lutte des classes et c'est le choix que nous avons fait.

Nous allons discuter des initiatives prévues et de celles à construire, faisons connaître sans tarder l'initiative en direction de la jeunesse qui fait l'objet de manipulations multiples et dont la vie sociale est rendue de plus en plus difficile par la politique actuelle. C'est à cette jeunesse qu'il faut montrer qu'une autre société est possible, une société qui ne sera au service du peuple que si elle est débarrassée du capital.